



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CONFÉRENCE DE FINANCEMENT : LA CGT PORTE SON PROPRE PROJET

En marge de son projet de réforme des retraites, le gouvernement a organisé la première séance de sa « conférence de financement » ce matin au ministère de la Santé et des solidarités mais sans le nouveau ministre qui préférerait, visiblement, intervenir dans les médias...

Toutes les organisations syndicales et patronales ont participé à cette réunion, alors qu'aucun ministre ne s'y est déplacé. Le gouvernement a ainsi préféré déléguer le pilotage entier de cette conférence à un retraité... et a confirmé, par son absence, la déconnection de cette conférence du reste de la réforme et du débat parlementaire.

La CGT avait accepté de participer à cette première réunion, à la double condition de pouvoir mettre sur la table son propre projet de réforme et d'inviter un expert indépendant. Notre délégation a rappelé son diagnostic, en s'appuyant sur l'intervention de Michael Zemmour, économiste spécialiste de la protection sociale. Celui-ci a démontré que le déficit de 12 milliards en 2027, dont la résorption est l'objet unique de cette conférence, est le fruit de choix comptables et politiques contestables et que des alternatives sont possibles.

Forte de cette expertise et après avoir rappelé l'opposition ferme d'une majorité de l'opinion publique au projet de réforme du gouvernement, la délégation CGT a pu dérouler ses propositions, portant des perspectives de progrès social et fondées sur l'amélioration du système actuel ainsi que sur la recherche de nouvelles pistes de financement à court et long termes.

Discuter de la pérennité de notre système solidaire de retraites aurait dû être l'enjeu principal de cette conférence mais c'est la seule chose dont le gouvernement n'a pas voulu parler. Celui-ci a, en effet, contraint les champs de cette conférence en excluant d'emblée les seules mesures susceptibles d'apporter des recettes supplémentaires comme la hausse des salaires ou du taux de cotisations patronales.

Dans ces conditions, elle ne peut servir qu'à avaliser un recul social sans précédent, en ne faisant peser les mesures d'économie que sur les futurs retraités et pensionnés.

Les cartes sont aujourd'hui dans les mains du gouvernement. À lui d'accepter maintenant de discuter sur la base de nos propositions et de notre projet. La CGT n'acceptera pas de discuter d'une régression sociale sans précédent pour les futurs retraités et pensionnés, sur la base d'un postulat de réforme budgétaire plus que contestable.

Montreuil, le 18 février 2020